



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le mouvement récent des idées concernant la sphère agricole et rurale

M. François Clerc

Citer ce document / Cite this document :

Clerc François. Le mouvement récent des idées concernant la sphère agricole et rurale. In: Économie rurale. N°126, 1978. Quoi de neuf dans l'agriculture et le milieu rural français depuis 10 ans ? pp. 70-74;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1978.2576>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1978_num_126_1_2576

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

Recent movements in ideas concerning farming and the rural world - What picture can one give of the evolution over the past 15 to 20 years of our image of the rural world ? What aspects of this complex whole have been picked out for study ? What has been considered characteristic, explanatory, significant ? What has been said about it ? What perspectives and what forecasts have been presented as probable or necessary ?

Research-workers, elected representatives, civil servants, professional bodies, journalists, the press and public opinion will be examined from all these points of view.

Interaction between these different groups is more frequent and deeper than one would think and often cuts across political cleavages. Is there a global attitude towards this question in France ? How can it be explained ? Is it a matter of fashion ?

Résumé

Quelle histoire peut-on esquisser de l'évolution depuis 15 ou 20 ans, des représentations que l'on a eues du monde rural agricole ? D'une ruralité complexe, qu'a-t-on extrait comme sujet d'étude ? Qu'a-t-on considéré comme caractéristique, explicatif, significatif ? Quels discours a-t-on tenus ? Quelles lignes d'avenir, quelles projections furent présentes comme probables ou nécessaires ?

On examinera successivement sous ces différents points de vue, les chercheurs, les gouvernants, les fonctionnaires, les milieux professionnels, les journalistes et la presse, l'opinion publique enfin pour peu qu'on puisse le savoir.

Entre ces différents groupes, les interactions sont plus nombreuses et plus profondes qu'on le penserait, et transcendent souvent les clivages politiques. Y aurait-il en France une globalité de la pensée dans le domaine considéré ? Et comment l'expliquer ? Est-ce un phénomène de mode ?

LE MOUVEMENT RÉCENT DES IDÉES CONCERNANT LA SPHÈRE AGRICOLE ET RURALE

François CLERC

Quelle histoire peut-on esquisser de l'évolution depuis 15 ou 20 ans, des représentations que l'on a eues du monde rural agricole ? D'une ruralité complexe, qu'a-t-on extrait comme sujet d'étude ? Qu'a-t-on considéré comme caractéristique, explicatif, significatif ? Quels discours a-t-on tenus ? Quelles lignes d'avenir, quelles projections furent présentes comme probables ou nécessaires ?

On examinera successivement sous ces différents points de vue, les chercheurs, les gouvernants, les fonctionnaires, les milieux professionnels, les journalistes et la presse, l'opinion publique enfin pour peu qu'on puisse le savoir.

Entre ces différents groupes, les interactions sont plus nombreuses et plus profondes qu'on le penserait, et transcendent souvent les clivages politiques. Y aurait-il en France une globalité de la pensée dans le domaine considéré ? Et comment l'expliquer ? Est-ce un phénomène de mode ?

RECENT MOVEMENTS IN IDEAS CONCERNING FARMING AND THE RURAL WORLD

What picture can one give of the evolution over the past 15 to 20 years of our image of the rural world ? What aspects of this complex whole have been picked out for study ? What has been considered characteristic, explanatory, significant ? What has been said about it ? What perspectives and what forecasts have been presented as probable or necessary ?

Research-workers, elected representatives, civil servants, professional bodies, journalists, the press and public opinion will be examined from all these points of view.

Interaction between these different groups is more frequent and deeper than one would think and often cuts across political cleavages. Is there a global attitude towards this question in France ? How can it be explained ? Is it a matter of fashion ?

Il existe des histoires des faits politiques, économiques et sociaux. Il existe aussi une histoire de l'histoire, c'est-à-dire une histoire des idées que l'on a des faits. Notre propos n'est pas de décrire ce qu'il y a eu de nouveau dans l'agriculture française depuis dix ou quinze ans. Il est plutôt d'esquisser une recension des idées que l'on s'est fait de la réalité, d'essayer de figurer l'évolution des représentations que l'on a eues du monde agricole et rural.

D'une réalité complexe qu'a-t-on extrait comme sujet d'étude ? Qu'a-t-on considéré comme caractéristique, explicatif, significatif ? Quel discours a-t-on tenu ? Quels furent les idées, les théories, les schémas, les enchaînements que l'on a retenus ? Quelles furent aussi les lignes d'avenir, les projections que l'on a présentées comme probables ou nécessaires ?

Une histoire des idées ? Mais les idées de qui ? Qui a des idées ? De qui analyser les discours « tenus » ?

PREMIERE PARTIE : QUI PENSE ?

Qui dit idée dit en premier lieu et comme par définition les « **intellectuels** » c'est-à-dire les gens qui font profession de chercher et d'enseigner et auxquels la coutume sociale en France confère le droit de dire le vrai. Avant eux déjà, les sophistes grecs, les clercs médiévaux, les philosophes du siècle des lumières avaient ce privilège... L'étude de leurs idées est facile. **Enseignants et chercheurs** écrivent, publient et il est même établi des fichiers de leurs publications. Aussi est-il tentant de privilégier l'analyse de leurs pensées. C'est un travers dans lequel nous tomberons, par facilité, mais est-ce le discours essentiel ?

Il y a en second lieu le **discours officiel**. En année électorale, il est évident que la fonction politique est par essence une fonction parlante... Ce second discours est celui que tiennent les porte-parole patentés de la nation : représentants du **pouvoir exécutif, élus du peuple, partis politiques**. Il semblerait à première vue qu'il faudrait privilégier les propos des **ministres de l'agriculture**, parce qu'ils s'expriment beaucoup, sur tout et en détail, à la différence par exemple des leaders des partis politiques. Plus que ceux-ci, les ministres de l'agriculture ont probablement exprimé l'opinion commune en matière agricole et rurale.

Les **fonctionnaires** ont des idées — nul n'en doute ! — mais à la différence des intellectuels et des hommes politiques, ils ne les expriment pas à qualité. A l'occasion, leurs publications syndicales laissent apparaître des idées sur les problèmes de leur compétence professionnelle. Mais d'une façon générale, la fonction publique est plutôt muette dans notre domaine. Cependant, le rôle que joue l'administration dans ce pays, comme **conseiller du pouvoir politique** ou à cause du pouvoir réglementaire ou dans l'application, n'est pas négligeable, mais il s'inspire d'idées rarement explicitées et au demeurant diverses.

Il y a en quatrième lieu ce que les **organisations**

professionnelles agricoles disent. Discours complexe et divers lui aussi puisque s'y retrouvent à la fois les idées des dirigeants professionnels et le reflet des opinions des agriculteurs.

Il serait intéressant d'analyser **la presse** qui également reflète tout à la fois les idées de ses lecteurs et les opinions de ses journalistes.

Enfin, reste **l'opinion publique** en elle-même mais elle semble avoir été peu sondée dans le domaine qui nous intéresse.

Passons en revue chacune de ces « catégories pensantes ».

DEUXIEME PARTIE : QUI PENSE QUOI ?

A. Les chercheurs

M. Jérôme Grossman a effectué à notre demande une recherche sur « les thèmes qui ont excité la curiosité des économistes ruraux français ces dernières années et aussi de ceux qui leur ont paru les moins intéressants », en partant du fichier des travaux des chercheurs de l'INRA-Economie et des articles parus dans la revue « Economie Rurale ». On trouvera le résultat de sa recherche en annexe.

Signalons par ailleurs trois notes de chercheurs sur notre sujet :

— La recherche sur les structures agricoles : évolutions et enseignements par Ph. Lacombe et R. Lifran in Economie Méridionale n° 84, 4^e trimestre 1973, puis INRA, série économie et sociologie rurale, septembre 1975.

— Quelques tendances de l'économie rurale contemporaine par Ph. Lacombe (colloque de Clermont-Ferrand sur une nouvelle économie rurale — 28/30 avril 1975) dactylographié.

— Les tendances des recherches en économie rurale au cours de la période 1966-1976 par Ph. Mainié, dactylographié sans date.

« Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, écrivent MM. Lacombe et Lifran, les thèses... se succèdent à un rythme impressionnant... On est successivement passé de l'affirmation de la spécificité de l'exploitation agricole considérée comme irréductible à la conception de l'exploitation agricole entreprise « comme les autres » pour en venir aujourd'hui à expliquer que l'état actuel des exploitations correspond à la formation sociale capitaliste ». D'abord décrite comme « un ensemble autonome par rapport au reste de l'économie », l'agriculture — sous l'influence des doctrines productivistes — est de plus en plus considérée comme un secteur comme les autres devant s'industrialiser et par conséquent s'organiser en fonction des progrès techniques ; il est « mu, entraîné par l'économie globale ». Il est apprécié par rapport à la croissance. L'analyse est présentée comme indé-

pendante du cadre institutionnel, capitaliste, socialiste, coopératif. Bref, « la logique des sociétés de croissance devait broyer l'anachronisme paysan ». Mais la permanence des structures agraires dont on avait prédit la disparition amène à revoir la théorie. Les chercheurs redécouvrent une certaine spécificité et même, signale Ph. Mainié, cherchent à « saisir la cohérence de la personnalité paysanne traditionnelle ». En outre, note Ph. Lacombe, « la permanence de la pauvreté agricole, la dégradation du milieu naturel, le coût humain des transformations amènent à se poser la question de savoir quel est le groupe social qui est gagnant ». De « science de la lutte contre la rareté indépendamment des structures sociales présentes », l'économie devient « l'analyse des rapports sociaux nés à l'occasion de la réalisation des activités économiques ». Parallèlement, signale Philippe Mainié, apparaissent de nouveaux champs de réflexion : les nouvelles relations entre espace rural et urbain, les nouvelles formes d'agriculture, le renouvellement des ressources naturelles rares. L'agriculture, science de la nature... après le retour à la spécificité agricole, la boucle est deux fois bouclée...

B. Les gouvernants

On se rappelle les idées du général de Gaulle sur le monde agricole : l'agriculture paysanne ? un excellent legs du passé mais qui disparaîtra ! Sur le plan économique, qu'elle évolue et ce sera tant mieux pour le pays ! Sur le plan politique, que ses dirigeants se gardent de vouloir commander à l'Etat !

Le Président Pompidou devait pour sa part revenir à de nombreuses reprises sur l'agriculture, secteur à part, ayant ses valeurs propres utiles à la société toute entière. Son originalité est l'exploitation familiale. Celle-ci doit être préservée ; d'où l'intervention de l'Etat à la fois dans le domaine foncier, en faveur de la coopération et sur les marchés agricoles. Mais l'agriculture doit naturellement se moderniser elle aussi...

Une évolution s'est-elle dessinée depuis quatre ans ? Le moment ne serait-il pas venu de relâcher certaines réglementations trop strictes ou trop tâtilonnes ? Dans le même temps, l'IVD par exemple, perd de son efficacité. L'accent est mis surtout sur la faculté exportatrice de notre agriculture. Est-ce le retour à un productivisme exclusif ? Non car le danger d'une désertification de certaines zones est perçu et conduit à parler d'aménagements du territoire ; en outre, les jeunes ne s'installent pas assez nombreux.

Au total, pour nos dirigeants, l'agriculture demeure un secteur à part, mais il peut apporter à la richesse nationale et, de ce côté, il y a revalorisation de la fonction agricole ; enfin, c'est un secteur qui peut s'en sortir dans l'économie moderne, moyennant quelques coups de pouce.

Au sein des **partis politiques**, les idées exprimées par ceux de la majorité ne diffèrent guère de celles des gouvernants. Les conceptions des partis d'opposition sont quelque peu autres. Le parti communiste accorde de longue date une grande attention aux problèmes agricoles. Depuis une vingtaine d'années, il en est venu à accepter la modernisation de l'agriculture avec son corrolaire nécessaire, l'exode agricole. Dans son analyse du secteur agricole, il tend à gommer les différences entre gros et petits.

De l'ancienne SFIO à l'actuel parti socialiste, le chemin parcouru est long pour ce qui est de la vision de l'agriculture, quoique le parti socialiste n'ait pas encore achevé la difficile synthèse entre le conservatisme foncier des socialistes méridionaux de vieille souche et la générosité égalitaire des militants chrétiens de l'Ouest encore tout imprégnés des idées agitées au PSU.

Mais que ce soit à propos du parti communiste ou du parti socialiste, il y a lieu de signaler la faiblesse de la réflexion sur l'insertion de l'agriculture française dans la Communauté européenne et sur les contraintes qui en découlent.

C. Les fonctionnaires

Qu'est-ce que, par exemple, les fonctionnaires du budget pensent de l'agriculture ? Il est plus facile d'imaginer la conception de leur rôle que se font les fonctionnaires du ministère de l'agriculture : fonction protectrice, fonction d'assistance, agent de la volonté du pouvoir politique, conservateur et aménageur de l'espace rural...

D. La profession agricole

Il y a une vingtaine d'années déjà que le monde agricole a amorcé la plus grande évolution psychologique de son histoire. Dans les années 1955-65, les agriculteurs ont accepté l'inéluctable, à savoir le monde moderne. Productivité, réforme des structures, exode rural et équipement sont devenus les maîtres-mots. Telle paraît, avec le recul du temps, la signification la

plus importante de l'appui que la profession a accordé aux lois d'orientation et complémentaire de 1960 et 1962.

L'insertion de l'agriculture française dans le Marché commun est venue apporter aux agriculteurs une justification supplémentaire. Etre compétitif, faire effort, être fort deviennent presque des slogans professionnels. D'où une inéluctable production accrue. Mais puisqu'elle est voulue, les excédents qui pourraient en résulter sont niés. Aux commerçants de vendre, à la Communauté européenne d'exporter !

Productiviste, l'agriculture veut l'être et avec détermination. Mais elle craint en même temps d'être « intégrée » par l'industrie. L'attachement du monde agricole à l'exploitation individuelle est aussi vive que jamais, tant est grande sa hantise de la condition salariale.

Le développement de l'agriculture résultera-t-il de l'addition des succès individuels obtenus dans un esprit de compétition ? ou bien sera-ce un développement solidaire ? Les deux tendances existent.

La tendance solidaire existe avec, par exemple, le développement des GAEC, les actions anticumuls ou pour l'application stricte du statut du fermage, les interventions des SAFER.

Mais, caractéristiques d'une évolution apparaissent certaines attitudes nouvelles dans les milieux agricoles vis-à-vis de la coopération. Les dirigeants semblent moins idéologiquement « coopérativistes » que jadis, même s'ils président les conseils d'administration. Les coopératives sont des industries qu'ils ont en charge et qui doivent tourner. Cette attitude a sa réplique chez les sociétaires du bas : la coopérative a d'abord à être utile. Les primes de quantité ne sont pas systématiquement rejetées.

La veine individualiste se réaffirme. On n'a pas oublié le propos prêté à tel leader breton : l'agriculture n'a que faire de boiteux dans ses rangs... Un des thèmes majeurs de la Fédération française de l'agriculture est l'antiétatisme parce que l'Etat bride les initiatives.

Symptomatique aussi paraît l'adhésion de plusieurs dirigeants agricoles d'un mouvement comme les GIR qui insiste plus sur l'initiative personnelle que sur la solidarité jadis dans toutes les bouches...

Mais le courant solidariste et le courant individualiste ont eu en commun de penser que l'agriculture peut s'en sortir dans le système économique actuel. L'opposition est entre le monde industriel et urbain et le monde agricole et rural. Ce dernier se sent unitaire, sans nier pour autant ses conflits internes, entre céréaliculteurs et éleveurs ou entre gros et petits. Mais il pense pouvoir procéder à des arbitrages « justes » sans que les plus faibles aient à faire appel à des alliances extérieures.

Le problème pour le « bloc » agricole est de s'insérer efficacement dans les mécanismes de marché.

D'où le succès d'un thème de discours nouveau, le pouvoir économique, bien que ses contours restent flous et sa réalisation hypothétique, en dehors de ce succédané que constitue l'intervention de l'Etat.

Le « bloc » agricole sentant son poids démographique décliner ressent la nécessité d'alliances extérieures mais hésite à les contracter. Certains de ses leaders esquissent à l'occasion des rapprochements avec les classes moyennes. Les tentatives antérieures avaient tourné court comme si le monde agricole avait craint que des alliances avec des organisations généralement marquées politiquement ne le divisent. Il est trop tôt pour dire ce qu'il adviendra de la tentative en cours.

Mais l'évolution la plus marquante des quinze dernières années aura été l'apparition d'un courant contestataire né au sein même du monde agricole par suite d'une évolution beaucoup plus interne que suscitée de l'extérieur.

Une autre analyse est faite aujourd'hui des rapports entre l'agriculture et le reste de l'économie, de l'exploitation familiale, des mécanismes fonciers, du rôle de la coopération et de celui de l'Etat, des rapports entre les organisations professionnelles et les pouvoirs publics. Le monde agricole est décrit comme composé de classes antagonistes ; la thèse de l'unité professionnelle est dénoncée comme mystificatrice. Surtout il est affirmé que les agriculteurs ne s'en sortiront pas dans le système économique actuel. Ce discours serait désespérant pour ceux à qui il est destiné s'il n'était tout de suite ajouté que la solution est dans le combat politique. Elle est donc globale, ce qui oblige à choisir son bord politique et, du coup, freine les ralliements.

E. La presse

Quelle vision du monde rural les lecteurs peuvent-ils avoir à travers la « grande presse » ? Précisément

celle d'un « monde » à part mais lui aussi en mutation et qui est amené à s'intégrer dans la « chaîne » ou la « filière agro-alimentaire ». Les journalistes rappellent indirectement ainsi à leurs lecteurs la place et l'importance des producteurs agricoles en même temps qu'ils incitent ceux-ci à se préoccuper de l'écoulement de leurs produits.

Monde à part, l'agriculture est présentée comme un secteur bien vivant où foisonnent associations et organisations. Cette sous-société a sa vie politique interne et les journalistes soulignent volontiers les clivages au sein de la profession. Leurs raisons économiques ne sont pas ignorées mais l'accent est volontiers mis sur le rôle des leaders auxquels on prête la capacité d'infléchir les options politiques des masses agricoles.

F. L'opinion publique

Tout le monde a des idées sur les problèmes agricoles. Nombre de dîners dans « les beaux quartiers » en témoignent. Ces idées ont-elles évolué avec les années ?

L'opinion publique a pris conscience de la mutation à laquelle l'agriculture s'est prêtée. Aussi a-t-elle assez bien admis qu'elle soit aidée à cette fin, encore qu'il ne faille pas mesurer l'aide accordée à l'aune des récriminations paysannes. C'est connu, ils se plaignent et se plaindront toujours. Et ceux qui se plaignent ne sont pas toujours les plus malheureux. La distinction entre gros et petits paraît assez bien perçue des citadins, les premiers étant accusés de tirer parti des légitimes revendications des seconds. Aujourd'hui, le rôle économique de l'agriculture paraît mieux perçu. Sa capacité exportatrice est admise, son rôle pour couvrir le territoire est reconnu, et les milieux cultivés sont même attirés par un certain utopisme néo-paysan...

TROISIEME PARTIE : INTERACTIONS ET SYNCHRONIES

Une question qui se pose est celle des interactions entre groupes « pensants ». Une vision manichéenne du monde voudrait que chacun pense dans sa sphère, selon sa ligne ou sa logique propre. Il y aurait d'un côté chercheurs, enseignants et journalistes qui pencheraient à gauche et penseraient sur des sujets dits de gauche et, de l'autre, officiels et organisations professionnelles.

Le dépouillement de M. Grossman a permis de nuancer cette opinion tranchée.

Une anecdote infirmera elle aussi ce dualisme simplificateur. A un congrès de la FNSEA, le discours du ministre de l'agriculture de l'époque était fait pour un long passage d'un extrait pur et simple d'un livre de M. Servolin... Coquetterie de M. Edgar Faure ? Malice ou paresse du plumitif de service ?

Il paraît plus vraisemblable d'admettre que les « sphères » pensantes sont en **résonance** : une même

idée se trouve souvent exposée, analysée, développée en de nombreux endroits simplement.

Prenons l'exemple de l'**intégration verticale**, également appelée économie contractuelle. Les chercheurs lui ont consacré beaucoup de leur temps, allant sur le terrain collecter les contrats tout en théorisant l'affaire et en prophétisant l'avenir. Mais dans le même temps, la profession agricole s'en faisait un épouvantail et lui consacrait de nombreux rapports de congrès. Enfin, pour parachever le tout, l'exécutif proposait au législatif de légiférer en ce domaine.

Penser est un phénomène collectif. On pense souvent « contre » une autre pensée mais on pense alors sur le même sujet. Il y eut en France une globalité de la pensée dans le domaine agricole et rural. Peut-on tenter d'expliquer ce fait ?

Parmi les hypothèses plausibles, retenons les suivantes :

— Chercheurs comme « officiels » sont, pour des raisons différentes, attentifs aux problèmes réels ou à l'affût de ceux qui pourraient apparaître. Ce sont bien souvent ceux que les agriculteurs ressentent.

— Chercheurs et enseignants ne répugnent pas toujours à être les conseillers des hommes politiques ou des organisations professionnelles.

— Il existe de nombreux liens personnels entre chercheurs, enseignants, fonctionnaires, permanents des organisations professionnelles. Ils ont fréquenté les mêmes écoles, lisent les mêmes journaux, parcourent les mêmes revues. A l'intérieur de ce groupe circulent des idées qui affleurent facilement dans les discours officiels, la presse ou les motions de congrès professionnels.

D'où viennent les idées ? les analyses formulées ? Les migrations d'idées sont plus faciles à reconnaître que les lieux où elles sont nées. Qui, le premier, a décelé le phénomène d'intégration verticale en agriculture et en a fait un élément d'une théorie de l'industrialisation de l'agriculture ? Qui, le premier, a développé — ou remis au goût du jour — la thèse de la survie de la paysannerie dans l'économie capitaliste ?

Ce qui vient d'être dit suggère que les idées viennent et passent, qu'il y a des engouements collectifs. On pourrait parler de théories « dans le vent », d'idées à un moment « communément reçues ». Posons clairement la question : y a-t-il une mode en matière d'idées ? C'est un thème sur lequel, pour sa part, Ph. Lacombe revient avec insistance.

Rappelons-nous les années 1960-65. On ne parlait que de l'intégration verticale. Qui en parle encore ? Qui lui attribue toujours une importance exceptionnelle comme facteur d'évolution de l'agriculture ? Le fait mis en valeur aujourd'hui, c'est la faible proportion de l'agriculture intégrée.

Enfin une dernière question mérite au moins une allusion. Quelle a été la signification, le but et la portée des idées émises ? L'ont-elles été pour clarifier et expliquer les faits, pour combattre autrui ou pour simplement apaiser les siens ?

Les idées relatives à l'agriculture et au monde rural constituent un monde vivant et ouvert sur l'extérieur. Nul doute qu'elles puissent faire l'objet de passionnantes recherches !

ANNEXE

TROIS ELEMENTS SUR LES ORIENTATIONS DE LA PENSEE FRANÇAISE EN ECONOMIE RURALE DEPUIS 1960

Jérôme GROSSMAN

Les deux tableaux qui suivent ont pour objet de donner une idée des thèmes qui ont excité la curiosité des économistes ruraux français ces dernières années, et aussi de ceux qui leur ont paru moins intéressants.

Le premier a été construit à partir des travaux des chercheurs de l'INRA-Economie figurant au fichier de la station centrale d'économie et sociologie de l'INRA, et à partir des articles parus dans la revue « Economie rurale ». Ainsi que nous l'a fait remarquer J.-M. Boussard, les catégories dans lesquelles ont été classées ces publications ne sont pas homogènes, puisque l'une d'entre elles se rapporte à une méthode d'approche, d'autres à des zones géographiques, et la plupart à des « problèmes ». Nous sommes en effet partis de quelques idées courantes que nous avons cherché à vérifier : par exemple, l'opinion fréquemment exprimée selon laquelle les Français seraient désespérément hexagonaux et ne s'intéresseraient guère à ce qui se passe au-delà du Rhin, des Alpes et des Pyrénées. D'autre part, il ne nous semblait pas inutile de montrer dans quelle mesure les méthodes économétriques ont ou non réalisé leur percée.

En fait nous agissions sous deux contraintes : la première étant le calendrier (et le dépouillement de fichiers est une activité qui exige du temps), et la seconde étant de ne

pas multiplier à l'infini les catégories et (ou) les tableaux, afin de pouvoir présenter un document à peu près lisible.

Nous avons d'abord procédé à un sondage sur le fichier INRA et la revue Economie rurale, en sélectionnant deux cent dix titres et en cherchant les catégories qui permettraient d'en laisser de côté le moins possible. A ces catégories-là, nous en avons ajouté quelques-unes qui, bien que nous paraissant fort importantes, ne semblaient pas avoir fait l'objet d'investigations très poussées.

Nous sommes ensuite passés à un dépouillement exhaustif en faisant en sorte que chacune des publications n'apparaisse qu'une fois dans chaque tableau ; il a donc fallu établir une hiérarchie des thèmes. Lorsqu'un travail portait sur une agriculture étrangère, il était classé sous l'une des rubriques « pays étrangers », quelle que soit la méthode utilisée (mathématique ou « littéraire ») et quel que soit le problème traité ; si, portant sur l'agriculture française, il adoptait une approche économétrique, il était classé sous cette rubrique indépendamment de son sujet ; enfin, n'ont été rangés dans la catégorie « produits » que les textes portant sur une branche particulière et ne présentant guère d'intérêt général pour l'une ou l'autre des rubriques « problèmes ». Pour celles-ci, bien entendu le thème dominant a servi de discriminant.